

Les Vingt-sept lancent l'opération de refondation de l'Europe

Estonie Les Vingt-sept vont lancer un processus de réflexion sur l'avenir de l'Union.

Olivier le Bussy
Envoyé spécial à Tallinn

Les étapes du chemin sont tracées, mais la destination finale reste encore incertaine et on ignore combien ils seront à (vouloir) l'atteindre. Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont amorcé le débat sur la poursuite de la construction européenne lors d'un dîner informel jeudi soir, à Tallinn, en prélude du sommet numérique du lendemain.

Ce débat sur l'avenir de l'Europe a été "constructif", a assuré, vendredi matin, le président du Conseil européen, Donald Tusk. "Fructueux", a enchéri Emmanuel Macron, qui avait été invité par M. Tusk à prendre la parole en premier.

Et pour cause : l'ampleur et les ambitions contenues dans le discours prononcé mardi à la Sorbonne par le président français ont lancé une dynamique. Son "initiative pour l'Europe" s'est imposée comme base de discussion, en complément du discours sur l'état de l'Union prononcé le 13 septembre, à Strasbourg, par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

Le sommet informel de Tallinn mar-

que donc le début d'un processus étalé jusqu'à la veille des élections européennes de 2019. Processus d'actions à accomplir avant la fin de la législature, mais aussi de réflexion sur l'évolution de l'Union, dans la décennie à venir. "Vingt-cinq ont marqué leur accord sur le principe, sauf deux qui n'ont rien dit (la Hongrie et la Pologne, NdlR)", glisse une source européenne de haut rang.

Tallinn marque le début d'un processus

Pour parler du futur de l'Europe, "ce qui importe, c'est la méthode", insistait la veille une autre source diplomatique. La discussion de jeudi soir a donc porté sur... la manière de poursuivre et de mener la discussion. Le président Tusk a annoncé qu'il dévoilerait, d'ici une quinzaine de jours, un "agenda politique" des leaders européens pour 2017-2018, après avoir sondé les capitales. Sans attendre, Jean-Claude Juncker a présenté une feuille de route, détaillant les propositions législatives à venir et les grands rendez-vous.

Le sujet "Europe de demain" figurera au menu du sommet européen informel de Göteborg, en novembre, puis lors du sommet de la zone euro, en décembre. La discussion se poursuivra à Sofia, en mai 2018, en marge du sommet dédié à l'élargissement aux pays des Balkans. Enfin, comme suggéré par

M. Juncker, un sommet extraordinaire se tiendra à Sibiu, en Roumanie, le 30 mars 2019 – le jour qui suivra le Brexit –, pour prendre des décisions effectives sur l'avenir de l'Europe.

Donald Tusk insiste pour que les discussions soient basées sur le respect de trois principes.

Un : la poursuite du processus lancé il y a un an à Bratislava, en répondant concrètement à des problèmes communs (sécurité, migration, économie et social).

Deux : régler les problèmes l'un après l'autre. "Tusk a rappelé aux chefs qu'ils devaient trouver des solutions pour mettre un terme à certains contentieux qui existent entre Etats membres", glisse un autre diplomate européen.

Trois : conserver l'unité, retrouvée pour cause de Brexit, des Vingt-sept. Plus vite dit que fait.

Car les visions ambitieuses de MM. Juncker et Macron ne sont pas unanimement partagées. Elles sont fortement appuyées par certains –

dont le Premier ministre belge Charles Michel, le Luxembourgeois Bettel, l'Italien Gentiloni, le Portugais Costa, le Maltais Muscat... *“Nous sommes quelques-uns décidés à assurer que ce processus ne reste pas en l'air”*, a insisté M. Michel.

Concilier “les ambitieux et les réalistes”

Quitte à agacer les dirigeants de pays –les Pays-Bas, les pays nordiques, ceux d'Europe centrale – qui entendent surtout que les Vingt-sept mènent à bien le processus de Bratislava, avant de tirer les plans sur la comète. *“C'est bien d'avoir des jeunes impatients autour de la table. Ceux qui ont tout vu ont tendance à penser que certaines choses sont impossibles. Il faut parvenir à faire la synthèse entre les deux”*, commente la source européenne haut placé. *“Mettre en œuvre Bratislava et avoir une approche plus visionnaire, ce n'est pas mutuellement exclusif”*, insiste une autre source proche des discussions.

MM. Tusk et Juncker vont en tout cas tenter de garder tout le monde à bord, le plus longtemps possible. En témoigne le format du sommet de la zone euro de décembre. Sont conviés tous les Etats membres qui ont signé le traité budgétaire. C'est-à-dire tous, sauf le Royaume-Uni. *“On va discuter de l'architecture de la zone euro, c'est donc normal que soient aussi présents ceux qui sont invités à la rejoindre”*, précise la même source.

Il n'est pas dit, cependant, que cette stratégie “inclusive” sera tenable sur le long terme. MM. Macron et Michel, entre autres, ont affirmé qu'il fallait assumer le fait que l'Europe est à plusieurs vitesses et que les récalcitrants ne pouvaient pas bloquer les volontaires. Comme s'il voulait tempérer les enthousiasmes, le président Tusk a manié l'ironie, en évoquant les propositions avancées pour refonder l'Europe. *“Il y en a beaucoup. Cela peut donner à certains l'impression que c'est un concours Eurovision. Mais je suis convaincu que nous pouvons en faire bon usage, si nous chantons à l'unisson.”*

“Ce qui importe, c'est d'avancer à vingt-sept”, maintient la source européenne de haut rang. *“Ce qui ne veut pas dire que cela ne changera pas au fil du temps.”*